

DERNIER RAPPORT DU GIEC

DES CONCLUSIONS SANS APPEL

Le 20 mars dernier, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié la synthèse de son 6^e rapport. Une publication qui, encore une fois, tire la sonnette d'alarme quant aux impacts multiples que le changement climatique aura sur les populations humaines.

Créé en 1988, le GIEC, qui regroupe un panel composé de plusieurs centaines de scientifiques issus de disciplines multiples, organise ses travaux selon des cycles. Ouvert en octobre 2015, le 6^e cycle a abouti à la publication de trois rapports spéciaux, d'un guide méthodologique sur la comptabilisation des gaz à effet de serre et d'un rapport d'évaluation composé de trois volumes parus entre août 2021 et avril 2022. Le rapport publié en mars dernier constitue la synthèse de ces trois volumes.

Les émissions de gaz à effet de serre liées aux activités humaines ont déjà causé une hausse moyenne de la température de 1,1°C par rapport à l'ère pré-industrielle. « Compte-tenu de cela et de la tendance actuelle de nos émissions de gaz à effet de serre, il ne sera possible de rester en dessous de 1,5°C, l'objectif fixé par les Accords de Paris, que si nous faisons des efforts à la fois très importants et très rapides. Tous les choix politiques qui seront faits pendant cette décennie auront des conséquences sur l'humanité pendant des milliers d'années », alerte Nathalie Hilmi, chargée de recherche en économie environnementale au Centre scientifique de Monaco et coauteure du 2^e volume du rapport consacré aux impacts du changement climatique. Néanmoins, ajoute-t-elle, « il faut arrêter de croire que la lutte contre le réchauffement climatique ne concerne que les générations à venir. Nous sommes déjà concernés ! Ses conséquences vont s'aggraver, mais elles sont d'ores et déjà

visibles ». Et si elles sont plus importantes dans les pays en voie de développement, la France et la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ne sont pas, non plus, épargnées.

Des répercussions locales nombreuses

« Dans notre région, les stations de ski de moyenne montagne font déjà face à un déficit d'enneigement. Il va s'accroître dans les années à venir, ce qui nécessitera une modification profonde de leur modèle économique », indique la chercheuse. En bord de mer également, le tourisme pourrait être impacté. « La hausse du niveau des mers et l'érosion des côtes pourrait faire disparaître les belles plages, tandis que la hausse des températures pourrait faire fuir les touristes pendant les mois les plus chauds », poursuit N. Hilmi. La diminution des précipitations, avec pour corollaire l'augmentation des sécheresses, va également fortement impacter l'agriculture. Mais pas uniquement elle.

Fin janvier, les maires des villages du Pays de Fayence, dans le Var, ont décidé de ne plus accorder de permis de construire pendant 5 ans, faute de pouvoir alimenter les nouveaux habitants en eau. Une décision jugée « brutale et inacceptable » par la fédération du BTP du Var, qui rappelle que le secteur de la construction est la deuxième source d'activité du département... juste derrière le tourisme. Le changement climatique est bel et bien devenu une réalité tangible. « On peut encore lutter contre, éviter que les dégâts ne soient trop importants, mais il va aussi falloir s'adapter », conclut Nathalie Hilmi. CH



Région Sud

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AIX S'ENGAGE

Le 23 mars dernier, la Ville d'Aix-en-Provence organisait une Journée de la transition énergétique. « J'ai voulu cette première journée (...) dans l'optique d'engager avec les acteurs économiques et institutionnels du territoire une vraie dynamique sur le long terme (...). En tant que collectivité, nous avons pris un certain nombre d'engagements et les citoyens sont de plus en plus impliqués (...). C'est depuis Aix-en-Provence que nous allons changer le monde », s'est enthousiasmée la maire d'Aix-en-Provence, Sophie Joissains.

Pour cette première manifestation, la Ville recevait un invité de marque en la personne de Michal Kurtyka, ancien ministre polonais du Développement durable et ancien président de la COP24 qui s'était déroulée à Katowice, en Pologne,



David Kapkan/Ville d'Aix-en-Provence

en 2018. Grand connaisseur des négociations internationales pour le climat, l'ancien ministre a pourtant souligné l'importance de l'implication des collectivités locales : « Je suis de plus en plus convaincu qu'il ne faut pas porter tous nos espoirs sur les instances internationales. Le changement ne se fait pas en une seule journée. En réalisant des petits pas, en rassemblant vos énergies, vous pouvez avoir le meilleur du monde d'avant, tout en diminuant les effets pervers et négatifs ». Une politique des petits pas mais un changement total de paradigme : « Le XXI^e siècle sera le siècle de l'électricité », a prophétisé Michal Kurtyka.

Ont succédé à sa conférence deux tables rondes, qui avaient pour objectif d'échanger sur les solutions susceptibles d'accélérer cette transition énergétique et de présenter les dispositifs financiers destinés à accompagner ces projets de transition. Près de 400 chefs d'entreprise et décideurs publics étaient présents à ce premier rendez-vous destiné à être pérennisé les années prochaines. CH